

COMPTE RENDU HMI DU 28/09/2010**A****PLOUARET, PLESTIN-LES-GREVES, LANNION (trésorerie principale) et BEGARD**

HMI effectuées par Michel GUEGUEN (Matignon) et Bruno HERVE (Saint-Brieuc)

En préambule, nous tenons à signaler que les chefs de postes n'ont pas été avertis de nos HMI par la DDFIP. Il semble que le problème n'existe que dans la filière gestion publique.

Après contact avec Mme PETITBIGOT en début d'après-midi, le nécessaire a été fait auprès des chefs de poste de Lannion et Bégard.

Il conviendra lors des prochaines HMI de s'assurer par un accusé de réception ou tout autre moyen que les chefs de poste ont été avertis.

Il faut également signaler que l'accueil dans les centres a été bon, et que les agents étaient content de notre visite. Nous avons eu des remerciements.

Nous avons exposé sur les 4 sites, la position du syndicat sur le projet de loi sur les retraites. Nous avons dit qu'au niveau départemental, la position au sein de la DDFIP, était le retrait et que nous avons fait remonter cette position aux confédérations pour qu'elles s'accordent sur cette position.

Nous avons expliqué le mécanisme projeté des retraites, avec le recul de l'âge légal du départ à la retraite de 65 à 67 ans pour une retraite à taux plein, de 60 à 62 ans et de l'augmentation de la durée de cotisation de 40 à 41,5 années alors qu'il y a peu on se battait encore pour les 37,5.

Nous avons souligné que les personnes à temps partiel, ayant connu des interruptions de carrière (congés parentaux, chômage etc...) allaient être les très grands perdants de ce projet de loi. Nous avons signalé que la HALDE (organisme contre la discrimination) avait émis un avis défavorable sur ce projet parce qu'il allait aggraver les discriminations déjà existantes et en créer d'autres.

Nous avons expliqué l'augmentation des cotisations sociales pour les fonctionnaires, sans augmentations salariales, qui conduit à une diminution des revenus. A cela, il faudra ajouter une augmentation du prix des mutuelles (environ 11%), un déremboursement de certains médicaments.

Nous avons constaté que les agents étaient très concernés par ce projet et qu'ils étaient inquiets d'avoir à travailler plus pour gagner moins. Ils sont anxieux quant à leur avenir.

Les parents de 3 enfants se demandent s'ils ne devraient pas faire leur demande de mise à la retraite.

Les personnels des petits bureaux se posent la question de la survie de ceux-ci, lorsqu'un agent partira en retraite à cause du non remplacement d'un fonctionnaire sur 2 et surtout ils savent que lorsqu'il y a regroupement de trésoreries, il y a transfert de charges mais sans réel augmentation du personnel (un exemple : + 0,5 ou + 1 agents sur la trésorerie accueillante, alors qu'il y avait 2 à 3 agents dans la trésorerie recueillie, du fait des départs non remplacés, il faudra que l'on reste vigilant pour ne pas que ce soit systématique).

De plus les agents sont de plus en plus stressés, il faut que les statistiques soient bonnes, alors que leurs conditions de travail se dégradent de plus en plus.

C'est tout d'abord, la charge de travail qui augmente dans les trésoreries puisque les agents doivent prendre en charge les réclamations (IR, TF et TH) même s'ils transmettent cela après au SIP, sans implantations d'emploi supplémentaire.

Il y a les logiciels (il faut passer de l'un à l'autre sans arrêt) et surtout il y a HELIOS, une énorme machine qui malheureusement est très lente, avec des temps de validation très long et une ergonomie déplorable.

Les agents nous ont fait également part de la visite des sites par l'Administrateur Général des

Finances Publiques. Ceux-ci n'ont pas senti que l'Administrateur semblait s'intéresser à leurs conditions de travail et leur travail à proprement dit.

Les agents regrettent que l'on ne fasse pas de travaux sur leur site, ils ont l'impression comme bon nombre d'agents du département que l'on ne met l'accent que sur la vitrine (les sip) et l'ex TG. Il y a un sentiment d'abandon.

HMI de 9h00 à 10h00 au Centre des Finances Publiques de Plouaret.

Le chef de poste était absent, nous avons rencontré les 3 agents en postes.

Visite du site : L'accès est difficile pour des personnes à mobilité réduite ou avec des poussettes du fait de la lourdeur des portes non automatiques.

On constate que le mobilier est ancien. Le bureau du chef de poste et de l'adjoint sont exigus et ne favorisent pas la réception des usagers.

Des prises électriques sont descellées.

La boîte électrique est dans le bureau de l'adjoint, pratiquement dans l'encadrement de la porte. Un des interrupteurs a brûlé récemment, ce qui fait que le disjoncteur a fonctionné ; depuis il n'y a plus de lumière à l'accueil et vu l'éclairage naturel très faible, cet hiver, la luminosité va être insuffisante. La mairie propriétaire aurait été prévenue et aurait répondu que ce n'était pas de son ressort !!!

Pour remettre le disjoncteur en marche, la situation est ubuesque, il faut escalader, oui escalader, les boîtes d'archives pour accéder à celui-ci placé à l'angle supérieur droit des archives.

Dans le couloir, il y a les envois pour le CEPL qui sont prêts et occupent la moitié du couloir, il n'est pas possible de les mettre ailleurs car les archives sont pleines.

La boîte à pharmacie contient des médicaments périmés et souvent apportés par les agents eux-mêmes, il conviendrait de rappeler à l'ensemble des chefs de services ou gestionnaires de sites la procédure pour avoir une pharmacie de premiers secours digne de ce nom.

Quant à l'issue de secours, la clef n'est pas à proximité mais sur le trousseau de clef général. L'évacuation doit se faire par le garage mitoyen, qui est actuellement loué à un particulier, occupant le logement au-dessus de la trésorerie. Il ne semble pas qu'un exercice d'évacuation ait été fait un jour. On ne sait pas s'il y a possibilité d'ouvrir la porte du garage mitoyen de l'intérieur.

On ne sait pas si le tableau électrique est aux normes, on ne pense pas étant donné que ce sont des interrupteurs comme pour la lumière qui figurent dessus.

HMI de 11h00 à 12h00 au centre des finances publiques de Plestin-les-Grèves.

Le chef de poste est absent, 3 agents sur place sur 4.

On constate que la rampe d'accès n'est pas conforme (dévers), les portes sont lourdes et ne favorisent pas l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ou des personnes avec des poussettes.

A l'accueil, il y a du linoléum sur le parquet.

On constate dans tous les bureaux des traces d'humidité le long des murs à l'exception du bureau dit communal qui vient d'être repeint.

Les toilettes viennent d'être refaites mais il n'y a pas d'eau chaude pour se laver les mains, le ballon situé à l'étage ayant rendu l'âme.

Le chauffage a été mis, mais plusieurs vannes thermostatiques sont défectueuses, afin de faire fonctionner les radiateurs (vannes grippées).

On constate la présence de mэрule et d'insectes xylophages qui désagrègent les planchers et les escaliers, d'ailleurs, le deuxième étage est inaccessible parce que trop dangereux.

Un plancher a été posé dans le bureau du chef de poste sur la moquette, elle-même sur le plancher.

Un rapport d'expertise a été fait au mois de mars, il semble que la mairie n'en ait pas eu connaissance qu'en est-il de la DDFIP ? Question à poser au prochain CHS.

Ce rapport indique la présence de champignons type mэрule et d'insectes xylophages.

Des travaux ont été faits en cache-misère dans le bureau communal et la cuisine. Ces travaux ont été réalisés lorsqu'un agent a eu la jambe qui a traversé le plancher. Aucun traitement n'a été fait pour

résoudre les problèmes d'humidité et d'insectes. Il conviendrait de le faire, d'enlever la moquette dans le bureau du chef de poste et le linoléum à l'accueil.

Il y a également des problèmes électriques, il n'est pas possible d'allumer l'éclairage dans la chaufferie sans que le disjoncteur ne s'actionne.

Les ouvrants ont été changés derrière, ils sont en PVC, mais il n'y a pas de grilles aux fenêtres et les volets extérieurs sont pourris et pas anti-effraction. Le disjoncteur est inaccessible parce que placé trop haut, sans faire un promontoire avec le marche pied et des ramettes de papier.

À cela il faut ajouter que le boîtier de détection de l'alarme est en pendant, scotché à la grille de la fenêtre du bureau du chef de poste.

Nous avons eu l'impression que depuis le temps que la situation dure, rien n'a vraiment été fait, beaucoup de belles paroles mais pas de réponses apportées. Les agents doivent subir des conditions de travail déplorables.

HMI de 14h00 à 15h00 au centre des finances publiques de Lannion (Trésorerie Principale).

Le chef de poste est arrivé pendant notre intervention, il n'avait pas été prévenu de notre intervention. 4 personnes sur 15 ont assisté à la HMI.

On a évoqué les travaux à venir. Le chef de poste et les agents ne sont pas avertis des derniers choix de travaux, nous leur apprenons certains choix. Ils sont heureux d'apprendre que des efforts vont être fait sur les étages (1er et 2ème).

Par contre, ils regrettent que certaines observations n'aient pas été retenues. C'est le cas, notamment de la diminution du sas au 1er.

Ils insistent sur le fait qu'il faut d'abord refaire le faux plafond du 2ème à cause de la poussière liée à la restauration de la charpente et tombée entre les lattes du plancher disjointes et le faux plafond. Ils ont même été obligés des mettre du scotch pour éviter que la poussière ne tombe dans le bureau.

Il serait effectivement nécessaire de faire une réfection du faux plafond avant de refaire les sols et les peintures murales.

Pour ce qui est du radiateur ajouté en bas, c'est bien sauf qu'il va être placé sous un ouvrant laissant passer de l'air déjà à cette saison, alors cet hiver !!!! Il faudrait penser à changer l'ouvrant (un coût certain puisque l'ouvrant n'est pas standard).

Il est à noter que les agents ont refusé l'installation de la caisse dans un algéco durant les travaux, parce que seul l'agent de caisse se serait trouvé dedans, d'où un risque pour sa sécurité.

HMI de 15h30 à 16h30 au centre des finances publiques de Bégard.

On constate que les couloirs de circulation dans le bureau d'accueil sont très exigus, on ne peut pas se croiser. De plus il y a des vitres teintées, qui ne permettent pas de voir les usagers.

Le bureau du chef de poste est très exigü, il ne permet pas la réception des usagers.

Cela fait 5 ans que des travaux de réaménagement sont demandés par le chef de poste et les agents, mais aucune réponse ne leur est donnée.

Il y a des problèmes de chasse d'eau au rez de chaussée, il s'agit de toilettes avec une chaîne qui se bloque. Des travaux ont été effectués, mais il aurait été plus judicieux de changer les sanitaires, et les problèmes sont revenus ce qui obligent les agents à monter sur les toilettes ou des chaises pour débloquer la chaîne.

L'interrupteur des archives est bloqué, il n'y a plus de lumière.

Nous avons appris que cet été, la porte principale est restée bloquée 10 jours. Les agents ont prévenu les services municipaux et ceux de la direction par messagerie. Les usagers rentraient par derrière et erraient dans les couloirs, il y avait un problème de sécurité. Les agents n'aillant pas eu de réponse, il a fallu que le chef de poste, en vacances, passe au bureau envoyer un message pour que la direction envoie quelqu'un réparer cette porte.